

Source : www.olucome.bi

**COMMUNIQUE DE PRESSE N°013/OLUCOME/08/07 PORTANT SUR
DEUX SESSIONS PARLEMENTAIRES AVEC DES RESULTATS
EXTREMEMENT NEGATIFS ET UN CONGE DE 15 JOURS POUR LE
GOUVERNEMENT.**

Dans son combat contre la corruption et les malversations économiques, l'OLUCOME a fait un regard rétrospectif sur le travail du Parlement burundais dont il suit le déroulement des activités depuis l'année 2005 jusqu' à ce jour. Son constat est le suivant pour cette année 2007:

Pendant la première session du Parlement, trois lois ont été adoptées dont deux portent sur la ratification de conventions. Et pendant sa deuxième session, sept lois ont été adoptées dont quatre portent sur la ratification de conventions. Et le Parlement pourrait prendre son congé ce vendredi 31.08.2007 avec un résultat peu luisant.

Bien plus, il a été malheureusement observé qu'aucun contrôle de l'action gouvernementale n'a été effectué, à l'exception des débats sur la résolution portant mise sur pied d'une commission parlementaire d'enquête sur la vente de l'avion présidentiel Falcon50.

Ce résultat est pour l'OLUCOME et pour tout autre observateur responsable, déficitaire eu égard aux moyens consentis aux 167 parlementaires par le peuple ; à savoir les honoraires d'un million deux cent cinquante mille francs burundais (**1 250 000 Bif**) par mois chacun, soit une somme colossale d'un milliard six cent septante millions de francs burundais (**1 670 000 000 Bif**) pendant huit mois.

L'Observatoire a également fait un constat quelque peu amer d'un congé de 15 jours que le Gouvernement a pris alors que sa présence était plus que nécessaire au regard de la situation politique qui prévaut.

Source : www.olucome.bi

En effet, l'équipe gouvernementale, venait d'être remaniée le 13 juillet 2007 sur fond de crise mais elle a pris congé de 15 jours depuis le 20 août 2007 pendant une période trouble qui a enregistré un taux de criminalité politique, économique et financière sans égal.

A ce propos, L'OLUCOME s'inquiète de cette attitude du Gouvernement dans un pays comme le Burundi tant meurtri par la misère qui ne cesse de s'enfoncer davantage dans la pauvreté.

Par ailleurs, dans les circonstances actuelles où la loi des finances n'est pas encore révisée, la 6^{ème} revue, qui est la dernière sur l'initiative PPTE n'est pas encore achevée, des projets de développement dans le cadre du CSLP n'ont pas encore été élaborés, une tension politique entre le FNL PALIPEHUTU qui a rompu les négociations, et la mésentente qui persiste entre certains partis politiques (FRODEBU et UPRONA) et le Gouvernement ; le moment n'était pas opportun, pour le gouvernement, de prendre la récréation. Mais plutôt, il devrait se pencher avec beaucoup plus d'attention et de fermeté sur les questions fondamentales qui hantent la sécurité, l'économie, la paix, ... du pays.

De tout ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

1) Au Gouvernement,

- D'interrompre les vacances et reprendre les activités en travaillant très énergiquement,
- De prendre à bras-le-corps tous les problèmes de tous ordres qui handicapent la bonne gestion des ressources du pays, c'est cela la bonne gouvernance,
- De procéder à des consultations réelles avec toutes les forces en vue d'aboutir à un accord réel qui engendrait un bon environnement politique qui favoriserait un retour à la croissance de l'économie,

Source : www.olucome.bi

- Suivre avec fermeté la mise en application des conditions posées par les institutions de Bretton Woods en vue de l'annulation effective de la dette par l'arrivée sans entrave au point d'achèvement,

2) Au Parlement,

- De se ressaisir et reprendre la session afin d'adopter les lois qui favoriseraient l'émergence d'un bon environnement politique, social et économique,
- De contrôler l'action gouvernementale en vue de restaurer un Etat de droit en général et de protéger l'économie burundaise en particulier,
- De demander au Gouvernement de faire retourner les 186 milliards qui ont été volés par une poignée d'individus.

Fait à Bujumbura, le 30/08/2007

Pour OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président